

Introduction

DÉRADICALISATION ? DÉSENGAGEMENT ? DÉSISTANCE ?

Dounia Bouzar

Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient | « Les Cahiers de l'Orient »

2019/2 N° 134 | pages 7 à 36

ISSN 0767-6468

ISBN 9791095992127

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2019-2-page-7.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient.

© Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Déradicalisation? Désengagement? Désistance?

par Dounia Bouzar*

En 2014, la France s'est retrouvée en tête du palmarès européen de la radicalisation « jihadiste »¹: plus de 14 000 familles² ont appelé le Numéro Vert créé par le ministère de l'Intérieur, persuadées que leur enfant était en

1. Le terme « jihadiste » ou « jihadisme », quand il est utilisé pour désigner des personnes liées aux groupes extrémistes utilisant la violence qui se définissent eux-mêmes comme étant liés à l'islam, est mis entre guillemets, pour signifier que nous ne validons pas leur stratégie de communication : même si l'objectif de ces groupes terroristes est de les inscrire ainsi, leur projet, leurs actions et leurs comportements ne relèvent pas du *jihad* en tant que concept religieux musulman, tel qu'il est défini en islam depuis plusieurs siècles. Les jeunes désignés par ce terme ne sont pas forcément passés à l'acte, mais se sont organisés pour rejoindre leur groupe « jihadiste » en Syrie ou en Irak.

2. Éric Ciotti, président, Patrick Mennucci, rapporteur, « Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus jihadistes », n° 2828, 2 juin 2015.

* Docteur en anthropologie du fait religieux (Paris VIII), ancienne éducatrice de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), Dounia Bouzar dirige depuis dix ans un cabinet d'expertise, chargé par le ministère de l'Intérieur de prendre en charge les mille premiers jeunes jihadistes français qui souhaitaient rejoindre Daech, dans le cadre du Centre de prévention des dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI), et de former les équipes anti-radicalisation des préfetures (2014-2016). Membre de l'Observatoire de la laïcité et expert auprès du Conseil de l'Europe, elle est actuellement mandatée par la Commission européenne pour établir les résultats du suivi de 450 jihadistes. Parmi ses nombreux ouvrages : *Quelle éducation face au radicalisme religieux?* (Dunod, 2006, Prix de l'Académie des sciences morales et politiques), *Comment sortir de l'emprise « jihadiste »?* (L'Atelier, Prix de l'essai L'Express 2015) et *Français radicalisés. Enquête* (L'Atelier, 2018).

partance pour la Syrie; elles étaient légèrement moins nombreuses en 2015. À ce jour, environ 19 000 personnes sont inscrites au Fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation terroriste (FSPRT) et 12 500 suivis éducatifs et/ou policiers ont été mis en place³. Mais combien de jeunes étaient en réalité concernés? On peut imaginer que ces chiffres ne représentent que la partie visible de l'iceberg: de nombreux parents, notamment les plus isolés et défavorisés, ont dû essayer de s'occuper de leur proche eux-mêmes, de manière à ne pas stigmatiser l'ensemble de la famille. On a mis du temps à l'admettre mais c'est un fait établi: le discours « jihadiste » contemporain touche des gens très différents. En juin 2015, les chiffres nationaux⁴ concernant la radicalisation font état de 51 % de jeunes de familles musulmanes et 49 % de « convertis », de 35 % de femmes françaises et de 2 % de mineurs engagés dans le « jihad ». Comme le remarque le juge antiterroriste Marc Trévidic⁵, cette explosion marque le début de la prise de conscience française du phénomène. Entre janvier 2014 et mai 2015, le nombre de Français concrètement concernés par les filières irako-syriennes augmente de 300 %. Au 21 mai 2015, 4 091 Français sont enregistrés pour participation à un projet « jihadiste » effectif, dont 1 017 mineurs (24,86 %) contre 3 074 majeurs, 1 434 femmes (35,05 %) et 2 657 hommes. Parmi eux, 1 672 musulmans convertis (40,87 %)⁶. On pourrait croire que le phénomène régresse parce qu'il n'est plus aussi médiatique et émotionnel. Pourtant, depuis plusieurs mois, géopoliticiens ou experts du Moyen-Orient alertent l'opinion sur le fait qu'en dépit de la situation militaire périlleuse de Daech en Irak et en Syrie, le groupe terroriste – par ses ramifications, son réseau, sa structuration et la rigidité de son idéologie – dispose de nombreux ancrages sur d'autres territoires

3. Fabien Leboucq, « Radicalisation terroriste: le FSPRT, beaucoup de chiffres pour quelques lettres », *Liberation.fr*, 8 novembre 2017.

4. Ciotti & Mennucci, *op. cit.*

5. Voir son entretien dans ce numéro: « Difficile d'évaluer les jihadistes qui sortent de prison ».

6. Ciotti & Mennucci, *op. cit.*

et peut renaître de ses cendres dans d'autres régions du monde où les États sont défaillants.⁷ Les métastases du « jihadisme » émergent de fait dans des pays en proie à la guerre civile ou qui en prennent la direction (Libye, Pakistan, Afghanistan, Égypte, etc.).

Dans les pays européens stables, le danger est d'autant plus persistant que les familles et les professionnels de terrain ne peuvent plus détecter un mineur en voie de radicalisation avec les mêmes indicateurs d'alerte utilisés en 2014 et 2015, lorsque les jeunes préparaient leur départ et adoptaient des comportements de zèle auprès de leurs recruteurs pour bien leur signifier qu'ils étaient prêts à les rejoindre. À présent, le mot d'ordre est de se dissimuler et d'attendre patiemment sur place, ce qui brouille les signaux mis en place par les institutions. N'oublions pas que la particularité de Daech, par rapport à d'autres idéologies totalitaires, consiste à s'appuyer sur les réseaux sociaux dans des pays qui ne sont pas en guerre, alors que les autres totalitarismes (nazisme, khmers-rouges, régime stalinien, etc.) s'enracinaient généralement dans un État – par exemple, la dénazification a notamment consisté à démettre de leurs postes de fonctionnaires tous les anciens nazis. Or, repérer un collaborateur de Daech n'est pas aussi simple. Il est donc vain de croire que l'on peut combattre une idéologie uniquement avec des bombes ou avec une politique répressive. L'attaque militaire a effectivement détruit des têtes pensantes de Daech et a obligé les chefs survivants à se réorganiser⁸. Mais les groupuscules « jihadistes » se réorganisent vite, d'autant plus galvanisés par la destruction de leur territoire, qui devient la preuve à leurs yeux de leur justesse et de leur efficacité : tous les tenants du pouvoir « complotiste » se seraient ligüés contre eux car ils avaient bel et bien peur qu'ils régénèrent le monde corrompu avec l'imposition de la loi divine... Même si les médias n'en parlent plus autant, la

7. Colin P. Clarke, « How ISIS Is Transforming: Why Predictions of its Demise are Premature », *Foreign Affairs*, 25 septembre 2017.

8. Cf. note 5.

prévention et la prise en charge des jeunes détectés est donc toujours d'actualité. Le fait que le sujet ne soit plus aussi médiatique et émotionnel permet peut-être enfin d'ouvrir un vrai travail de réflexion, loin des réappropriations et des joutes politiques. L'objectif de ce dossier est de mieux définir l'objet envisagé, de manière à réfléchir de manière pluridisciplinaire à la stratégie de contre-radicalisation qu'il serait possible de mettre en place.

Désaccord sur les mots

La sortie de radicalisation fait débat, tant dans la façon de nommer les choses que dans l'approche évoquée pour y arriver. Sur le vocabulaire, le mot même est remis en question en France, notamment parce qu'il serait impossible d'amener des jeunes à faire le deuil de leur idéologie « jihadiste ». Les conduire à abandonner la violence serait le seul objectif que l'on pourrait éventuellement viser, et encore, sans certitudes... Dans un rapport de la Mission d'information du Sénat⁹, les sénatrices Esther Benbassa et Catherine Troendlé ont proscrit le terme de « déradicalisation » et privilégié ceux de « désembrigadement » et de « désendoctrinement », qui désignent « *le processus d'émancipation de la radicalité et de renoncement à l'action violente, sans prétendre au renoncement à une idéologie.* » Le débat existe au niveau international : d'aucuns pensent que les idées radicales ne sont pas un problème en soi et ne regardent pas la société, et qu'elles apparaissent parfois comme des éléments nécessaires pour les faire évoluer. Pour les tenants de cette approche, seul le comportement violent doit être combattu.

Notre retour d'expériences (**voir encadré**) montre qu'il y a pourtant un lien entre l'utilisation de la violence et l'adhésion à l'idéologie qui mène à utiliser cette violence. Dominique

9. « Les politiques de "déradicalisation" en France: changer de paradigme », Rapport final de la mission d'information sur le désendoctrinement, le désembrigadement et la réinsertion des djihadistes en France et en Europe, fait au nom de la commission des lois, n° 633 (2016-2017), 12 juillet 2017.

Bons et Saliha Ben Ali, deux mères de « jihadistes » qui témoignent dans ce dossier, tentent d'ailleurs de distinguer la part d'idéologie de celle d'embrigadement relationnel dans le parcours de leurs fils aujourd'hui décédés en « martyrs ». Il s'avère en effet compliqué de traiter le recours au terrorisme si l'on ne traite pas l'idéologie qui le sous-tend et qui le justifie. L'étude des conversations de jeunes avec des recruteurs¹⁰ nous conduit à attirer l'attention sur le fait que le rejet de l'« Autre » et de la démocratie apparaît comme la conséquence d'une nouvelle vision du monde. L'extrémisme violent passe toujours par une idéologie qui a établi une hiérarchie entre les êtres humains, et permet ensuite de se prétendre en légitime défense et de légitimer l'utilisation de la violence comme la seule issue pour régénérer le monde corrompu et l'Homme. Par exemple, c'est bien l'idéologie de la supériorité de la « race blanche » qui a sous-tendu l'extermination des juifs par les nazis et, en d'autres temps, conduit à l'esclavagisme. Pour les « jihadistes », c'est bien l'idéologie selon laquelle « seule la loi divine interprétée par Daech peut régénérer le monde corrompu » qui amène à tuer tous ceux qui n'adhèrent pas à ce projet et à utiliser le terrorisme comme arme complémentaire. Il paraît donc impossible d'amener un individu à faire le deuil de son projet « jihadiste » sans déconstruire la vision du monde idéologique qui a initié son engagement. De notre point de vue, toute idéologie de rupture qui banalise l'utilisation de la violence comme moyen de changement doit être détectée et déconstruite, avant qu'elle n'aboutisse à un passage à l'acte.

Il y a débat délicat sur la posture à adopter face à la même idéologie qui ne légitime pas la violence. En effet, comment gérer les « salafistes piétistes », qui croient également que « seule la loi divine peut régénérer le monde corrompu par la loi humaine », mais qui estiment que la responsabilité de ce changement incombe uniquement à Dieu ? Certes, la

10. De l'auteur, *Français radicalisés, Enquête: ce que révèle l'accompagnement de 1000 jeunes et de leurs familles*, L'Atelier, 2018.

liberté de conscience est garantie par la République laïque. Mais comment ne rien faire face à des générations d'enfants français qui grandissent en croyant qu'ils doivent se protéger de toute proximité avec notre société (autres musulmans, autres croyants, athées, culture, école, sport, loisirs, citoyenneté...) sous peine d'aller en enfer? La liberté de conscience est-elle un droit fondamental supérieur aux autres droits fondamentaux? au respect des droits de l'enfant? des droits de la femme? des droits de l'Homme, tout simplement? La liberté de conscience permet-elle de fabriquer des discours de haine envers une partie de la population? La société française accepterait-elle que des chrétiens fassent valider des comportements antisociaux comme le produit de leur religion? Nous approfondissons ce débat avec l'ancien haut fonctionnaire de la défense Pierre Conesa, qui accuse les politiques d'une certaine lâcheté envers l'État fondateur de cet islam de rupture: l'Arabie séoudite.¹¹

Désaccord entre chercheurs

De leur côté, les chercheurs ne sont parvenus à aucun consensus sur la question du passage à l'acte violent. Chacun a tenté de globaliser la problématique de la radicalisation en la réduisant à son champ d'expertise spécifique, souvent sans le moindre contact avec les « nouveaux jihadistes ». Par exemple, pour le politologue Olivier Roy¹², la « dimension nihiliste » serait centrale dans le processus de radicalisation. Ce qui fascinerait ces jeunes serait la révolte pure, et non la construction d'un monde meilleur utopique; la violence ne serait ainsi pas un moyen mais une fin. C'est la thèse de « l'islamisation de la radicalité », remise en cause par l'islamologue François Burgat¹³, qui lui reproche de se déconnecter des théâtres politiques européen et proche-oriental et de disculper nos politiques étrangères en séparant ainsi la pous-

11. Voir son entretien dans ce numéro: « Le terrorisme jihadiste au prisme de la real-politik ».

12. Olivier Roy, *Le Jihad et la mort*, Seuil, 2016.

13. François Burgat, *Comprendre l'islam politique*, La Découverte, 2016.

sée terroriste du champ des dynamiques politiques. Selon lui, le « jihadisme » serait dû aux contre-performances de la République en matière d'intégration, à son passé colonial ou aux errements de ses politiques dans le monde musulman. Également politologue, Gilles Kepel¹⁴ préfère parler de « radicalisation de l'islam », estimant que seule la remise en question de l'hégémonie du discours salafiste pourra efficacement lutter contre le « jihadisme ». D'après le sociologue Farhad Khosrokhavar¹⁵, le groupe « jihadiste » offrirait à l'individu une réponse à une faiblesse narcissique en lien à une problématique de discrimination et de stigmatisation sociale. L'anthropologue franco-américain Scott Atran¹⁶ propose pour sa part de concevoir la radicalité « jihadiste » comme une révolution qui offre à l'individu, à partir du « noyau compassionnel » du groupe, de retrouver un sens à sa vie avec des valeurs profondes morales, sociales et politiques, jusqu'alors perdues dans le monde occidental. De son point de vue, ce qui inspirerait au plus haut point les terroristes aujourd'hui ne serait pas tant le Coran ou les enseignements religieux qu'une cause excitante et un appel à l'action qui promet la gloire et l'estime des camarades, ainsi que le respect éternel et le souvenir aux yeux du monde. D'aucuns, comme les psychanalystes Fethi Benslama¹⁷ et Philippe Gutton¹⁸, suggèrent d'envisager la radicalisation « jihadiste » dans une perspective psychologique et psychanalytique, le premier en la pensant comme « une épreuve et une solution de passage » ; ce serait « *dans ce passage de rives et ses dérives que se situe le point d'impact de l'offre jihadiste, dont les discours et les procédés de recrutement exploitent un grand nombre des motifs de la transition subjective juvénile, tel un chasseur qui tend ses filets en connaissant le chemin de sa proie* ». Le second développe notamment l'idée que la paranoïa ordinaire des processus d'adolescence trouve dans le système « jihadiste » une justification telle qu'à la fois elle

14. Gilles Kepel, *Terreur dans l'Hexagone, Genèse du jihad français*, Gallimard, 2016.

15. Farhad Khosrokhavar, *Radicalisation*, Maison des Sciences de l'Homme, 2014.

16. Scott Atran, *L'État islamique est une révolution*, Les Liens qui libèrent, 2016.

17. Fethi Benslama, *Un Furieux désir de sacrifice. Le Surmusulman*, Seuil, 2016.

18. Philippe Gutton, « J'accuse », *Revue Adolescence* T. 26, n° 3, 2008, pp. 571-596.

en éteint l'angoisse et en autorise l'excès. Quant au psychologue Tobie Nathan, il parle également de recherche de rite initiatique.¹⁹

Ne serait-ce pas dans une approche complémentaire, alliant les travaux d'expertises de chacun, que la contre-radicalisation pourrait être optimisée? Dans la propagande et dans l'engagement des « jihadistes » que nous avons suivis, on retrouve les éléments des analyses des chercheurs susmentionnés, mis en scène par l'offre « jihadiste » et/ou recherchés par le jeune²⁰. Ces éléments à la fois sociaux, psychologiques, psychanalytiques, géopolitiques et religieux sont imbriqués de manière à correspondre aux caractéristiques de chaque individu à ce moment précis de sa vie. C'est bien en considérant toutes ces dimensions associées que pourra être améliorée la réflexion, mais aussi et surtout les prises en charge interdisciplinaires.

Produit de l'islam, embrigadement ou engagement volontaire?

De manière générale, la plupart des modèles de déradicalisation découlent de l'hypothèse que l'idéologie joue un rôle crucial dans l'engagement des individus extrémistes. Partant du principe que les « jihadistes » ont une vision erronée de l'islam, des programmes (par exemple l'Arabie séoudite²¹ ou Singapour²²) investissent dans des intervenants religieux qui se positionnent dans le domaine du savoir, voulant remplacer le « mauvais islam » par le « bon islam ». Le retour d'expérience montre que, du fait que le radicalisé pense détenir la vérité, se placer sur le registre de la raison n'est pas très efficace. Nos recherches indiquent en effet que, face à un individu bien ancré dans sa vision du

19. Tobie Nathan, *Les Âmes errantes*, L'Iconoclaste, 2017.

20. De l'auteur, *Français radicalisés*, *op.cit.*

21. Hamed El-Saïd, *New approaches to Countering Terrorism. Designing and Evaluating Counter Radicalization and De-Radicalization Programs*. London, Palgrave, 2015.

22. Rachel Briggs & Tanya Siverman, « Policy Brief, De-radicalisation and De-sengagement », London, Institute for Strategic Dialogue, 2014.

monde, les engagements alternatifs s'avèrent plus efficaces que les discours alternatifs.²³ Quant aux modèles de déradicalisation qui réfléchissent à la dimension psychologique et émotionnelle, ils utilisent des cadres de prévention déjà mis en place auparavant pour la toxicomanie, la délinquance ou l'emprise sectaire²⁴ et ne prennent généralement pas en compte la dimension idéologique sous-tendant le sentiment de légitime défense qui mène à la violence.

Au fond, le débat de savoir si le « jihadisme » relevait d'un processus d'emprise mentale sur les jeunes ou d'une adhésion idéologique volontaire de leur part ne paraît plus fondé. À partir des données empiriques du suivi de 450 « jihadistes » décryptées pour la Commission européenne²⁵, nous proposons de ne pas opposer les deux dynamiques, qui sont de fait entremêlées. En effet, contrairement à l'époque où al-Qaïda faisait référence, le discours « jihadiste » contemporain lié à Daech s'est répandu sur un territoire qu'il souhaitait peupler – il a donc adapté ses discours et ses offres pour toucher un public élargi.²⁶ Les hommes musulmans n'étaient plus sa seule cible; les femmes et les non-musulmans étaient aussi visés, ce qui a demandé un aménagement des sollicitations. On a ainsi assisté à une véritable individualisation du recrutement français, c'est pourquoi nous parlons de « mutation du discours jihadiste »²⁷, lequel a capitalisé toutes les tech-

23. De l'auteur, rapport « Étapes du processus de radicalisation et de déradicalisation » pour *Practicies*, projet de recherche dirigé par Séraphin Alava, Commission européenne, 2019.

24. CIPC, 6^e Rapport international sur la prévention de la radicalisation violente: une étude internationale sur les enjeux de l'intervention et des intervenants, Centre international de prévention de la criminalité, Montréal, 2017.

25. De l'auteur, rapports « Mécanismes de risque et facteurs de protection »; « Étapes du processus de radicalisation et de déradicalisation », projet *Practicies*, Commission européenne, 2019.

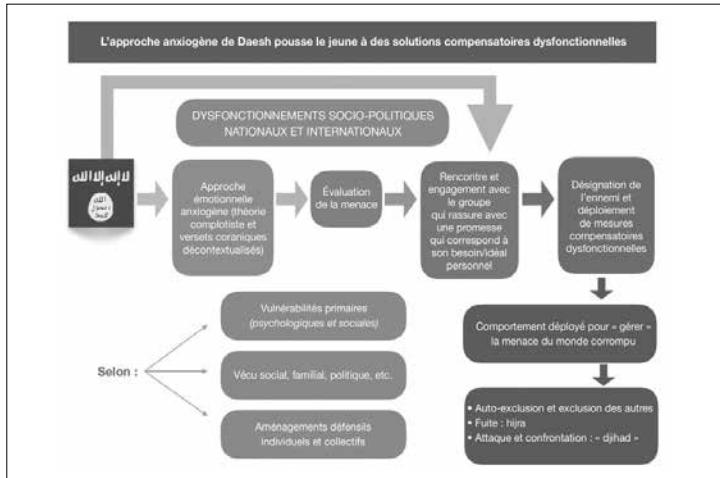
26. Farhad Khosrokhavar, *op. cit.*; Dounia Bouzar et Marie Martin, « Pour quels motifs les jeunes s'engagent-ils dans le djihad? », *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, 64 (6), 2016, pp. 353-359.

27. De l'auteur, « La mutation du discours jihadiste: les nouvelles formes de radicalisme musulman, in « La Radicalisation violente », *Cahiers de la Sécurité et de la Justice* n° 30, La Documentation française, octobre 2014.

niques utilisées précédemment par d'autres projets totalitaires comme ceux destinés à la jeunesse hitlérienne ou aux enfants-soldats, ceux des Khmers-rouges, du régime stalinien, des mouvements sectaires, etc. en les poussant à l'extrême. De plus, il s'adapte aux différentes aspirations cognitives et émotionnelles des jeunes, les rabatteurs proposant des motivations différentes en fonction des profils psycho-sociaux-culturels rencontrés : pour chaque engagement, on constate une rencontre entre les besoins inconscients du jeune (désir de protection, de revalorisation, de toute-puissance, de fuite du monde réel...), sa recherche d'idéal (régénérer le monde corrompu, protéger les plus faibles des plus forts, prendre le pouvoir, sauver les musulmans...) et le discours du recruteur qui lui propose une raison de faire le « jihad » cohérente à ses yeux (sauver les enfants gazés par Bachar Al Assad, construire une société en imposant la loi divine, etc.).

Le discours « jihadiste » utilise ainsi plusieurs approches : une approche émotionnelle anxiogène, utilisant la théorie complotiste et des versets coraniques décontextualisés pour que le jeune perde toute confiance en l'humain, puis en la société, puis en la loi humaine ; une approche relationnelle, proposant un groupe de substitution revalorisant qui devient le seule espace où l'on peut se sentir en sécurité, parce que ses membres ont du discernement, ce qui permet de définir tous les « Autres » comme appartenant à la figure de l'Ennemi et à se déclarer en légitime défense ; et une approche cognitivo-idéologique, offrant des solutions compensatoires dysfonctionnelles pour échapper et/ou changer ce monde corrompu (rupture avec la société démocratique ou imposition de la loi divine, y compris avec la violence). L'engagement est donc à la fois de l'ordre du sujet lui-même et de l'interaction avec le mécanisme d'embrigadement.

Schéma 1 : La triple approche du discours de Daesh



Source : Cabinet Bouzar Expertises. Cultes et cultures, pour le rapport remis à PRACTICIES © 2018.

Quant au lien avec l'islam, l'approche émotionnelle anxiogène s'opère aussi par des discours théologiques qui se servent de notions musulmanes comme le *tawhid* (« unicité de Dieu »), le *shirk*²⁸ ou le principe de « *al wala wal barra* »²⁹ pour convaincre l'individu qu'il doit s'auto-exclure [de la société] et exclure les autres [de son environnement proche] sous peine de ne pas être considéré comme musulman par Dieu. Cette transformation du principe d'unicité divine en concept si restrictif qu'il en devient une source d'angoisse quotidienne est d'abord l'œuvre des divers courants salafistes piétistes, qui coupent les jeunes *in fine* de toutes les sensations et les relations qui définissent l'être humain. Par exemple, écouter de la musique reviendrait à considérer le musicien comme un créateur au même niveau que Dieu, et donc à trahir le principe du *tawhid* et à « faire du *shirk* » – dans la même logique, regarder une

28. « Associationnisme » : fait d'associer autre chose à Dieu, donc d'entraver le principe de l'unicité divine.

29. Littéralement « l'alliance et le désaveu ». Ce concept est né avec le développement de l'idéologie tirée du wahhabisme et n'a pas d'existence historique antérieure.

image reviendrait à considérer le dessinateur au même niveau que Dieu – menace qui prend une forme généralisée. Les jeunes décrivent une angoisse chaque jour un peu plus envahissante : ils ne peuvent apprécier un match de football ou un bon film de peur de s'identifier à un footballeur ou à un acteur, qu'ils finiraient par considérer comme une icône ; ni utiliser le mot « adorer », y compris pour du chocolat, puisque ce verbe doit être réservé à l'adoration de Dieu ; ne doivent pas aimer leur pays, quel qu'il soit, ce dernier constituant à leurs yeux « la plus grande idole » qui les éloignerait de Dieu. Cette angoisse de « faire du *shirk* » devient permanente : le stade de paranoïa atteint chez un individu son stade maximal lorsque le groupe salafiste lui explique que, dans la mesure où la tentation « d'adorer » quelque chose d'autre que Dieu est partout, il peut pécher sans même s'en rendre compte. La seule solution est de « rectifier son *tawhid* », qui devient alors le seul thème abordé en cours de religion : il s'agit de se focaliser dessus, si l'on ne veut pas succomber aux tentations omniprésentes de ce monde « polythéiste ». Le jeune se coupe donc de toute personne non-salafiste car il croit que celui-ci peut être polythéiste à son insu, dès lors qu'il marche dans la rue sans avoir « rectifié son *tawhid* ».

Le discours radical s'approprie des procédés utilisés par des mouvements de type sectaire³⁰

- rupture du jeune avec d'anciens interlocuteurs qui contribuaient auparavant à sa socialisation (parents, professeurs, éducateurs et même imams...);
- absorption de l'individu au sein d'un groupe, destruction de ses repères antérieurs (affectifs, mémoriels, historiques) ;
- pensée binaire (présentant une vision du monde divisée

30. Nous avons fait partie des premiers chercheurs à développer la similitude entre certains procédés des mouvements de type sectaire et le recrutement « jihadiste » contemporain dans *Désamorcer l'islam radical. Ces dérives sectaires qui défigurent l'islam* (L'Atelier, 2014). De nombreux psychologues et psychiatres reviennent à cette analyse, d'abord critiquée, notamment par les défenseurs de la thèse de l'essentialisation de l'islam.

de manière dichotomique entre le bien et le mal, ceux qui possèdent la Vérité et « les autres », etc.).

Néanmoins l'« offre jihadiste » n'a pas rencontré un tel succès par hasard. Pour qu'un discours fasse autorité sur un individu, il doit présenter du sens pour lui; l'offre a bien rencontré une demande. Il existe sans doute une raison si la mutation de la propagande « jihadiste » classique (rhétorique al-Qaïda, reposant sur un projet théologique) en propagande 2.0 (fondée sur les ressorts intimes des jeunes) a d'abord touché des moins de 30 ans, tranche d'âge où l'on cherche à la fois un idéal, un groupe et des sensations fortes.³¹ D'après les Nations unies, l'âge des individus empruntant le chemin de l'extrémisme violent est étonnamment bas: entre 15 et 35 ans³² pour ce qui est des « jihadistes » étrangers. D'autres sources indiquent que l'âge moyen des Européens partis combattre se situerait entre 18 et 29 ans.³³ De plus, le cheminement qui va de l'intérêt initial pour la radicalisation à la promesse d'agir puis à l'intégration d'un groupe terroriste étranger s'est rapidement accéléré.³⁴ En France, le ministère de l'Intérieur déclare qu'un jeune sur quatre engagé au sein des groupuscules « jihadistes » au 21 mai 2015 est un mineur. L'âge apparaît clairement comme un facteur de risque: plus les individus sont jeunes, plus ils sont sensibles aux discours évoquant un monde et un avenir meilleurs.³⁵ Il est prouvé que Daech avait institué des agences de communication qui étudiaient comment hameçonner les jeunes à partir des différents dysfonctionnements socio-politiques existants dans les différentes zones géographiques

31. La moyenne d'âge des 450 jeunes de l'échantillon est de 19 ans et demi: 55 % de filles et 30 % de garçons entre 13 et 17 ans; respectivement 35 % et 48 % pour les 18-25 ans; 11 % et 22 % entre 26 et 30 ans.

32. United Nations Security Council, cité par le CIPC (Centre international pour la prévention de la criminalité) dans le rapport « Preventing Radicalization: A Systematic Review », Montréal, 2015.

33. Rachel Briggs & Tanya Silverman, « Western Foreign Fighters: Innovations in Responding to the Threat », *Institute for Strategic Dialogue*, 2014.

34. United Nations Security Council, *op. cit.*

35. De l'auteur, rapports pour le projet *Practicities*, Commission européenne, *op. cit.*

et comment l'utilisation du Web permettrait cette stratégie.³⁶ la sociologue des médias Hasna Hussein analyse dans ce dossier la façon dont les communicants du « jihadisme » ont changé leur discours depuis leur défaite militaire.

Les propos « essentialisant les jihadistes », comme s'ils étaient le produit de l'islam par un lien de cause à effet, révèlent plutôt une posture idéologique qui a voulu rassurer le grand public traumatisé. Adoptant une grille de lecture simplificatrice, qui ne s'appuyait pas sur des résultats scientifiques, ils permettaient à de nombreux discours politiques de montrer qu'ils maîtrisaient les solutions : déchoir de la nationalité les « jihadistes », former les imams, fermer les mosquées, fermer les frontières, etc. Ces derniers ont parfois distillé des informations erronées qui ont biaisé les politiques de contre-radicalisation. L'approche des élections présidentielles a cristallisé ce besoin de simplification, d'autant plus nécessaire que le trauma national augmentait suite aux attentats perpétrés sur le sol français. Pourtant, nous ne ferons pas l'économie de la complexité et de l'interdisciplinarité. Comme le discours « jihadiste » a associé les approches émotionnelle, relationnelle et cognitivo-idéologique pour susciter l'adhésion à son projet radical, les acteurs qui veulent combattre le phénomène doivent aussi s'appuyer sur cette quadruple démarche pour mener le jeune à faire le deuil de l'idéologie et du groupe « jihadiste » (**voir le schéma 2 ci-dessous**).

36. Il existe dans la littérature scientifique un consensus selon lequel Internet est un outil et un facilitateur du processus de radicalisation. Cf, de l'auteur, « La mutation du discours jihadiste », *op. cit.* ; Benjamin Ducol, *Devenir jihadiste à l'ère numérique. Une approche processuelle et situationnelle de l'engagement jihadiste au regard du Web*, thèse de l'Université Laval, Québec ; Lieven Pauwels, Fabienne Brion et Brice De Ruyver, *Comprendre et expliquer le rôle des nouveaux médias sociaux dans la formation de l'extrémisme violent : une recherche qualitative et quantitative*, RADIMED, Université de Gand/ Université catholique de Louvain, 2014 ; Hasna Hussein, « Le recrutement numérique des adolescent(e)s par Daech : les chants *anasheed* jihadistes », *Mediadoc* n°18, 2017 ; Séraphin Alava et al, *Les réseaux sociaux et la radicalisation des jeunes à l'ère numérique*, Rapport Unesco, 2017 ; Pierre Conesa, François-Bernard Huyghe et Margaux Chouaraoui, « La communication francophone de Daech », *Les Cahiers de l'Orient* n° 126, 2017/2, pp. 83-94, etc.

Quelques conclusions d'un retour d'expériences³⁷

La difficulté du désengagement de l'extrémisme violent réside dans le fait que le radicalisé n'est *jamais en demande de déradicalisation*, puisqu'il est persuadé de posséder la vérité. Les rôles sont inversés : le radicalisé se perçoit comme ayant du discernement et appréhende toute personne extérieure à son groupe radical comme endoctrinée ou complice du monde corrompu. Dans un premier temps, il est donc vain d'envisager une stratégie basée sur le volontariat. C'est pourquoi qu'il est utile de s'appuyer sur des proches, quand cela est possible, de manière à inventer des méthodes qui contournent la perspective paranoïaque du radicalisé.

La force de l'approche relationnelle des « jihadistes » : il est souvent plus difficile de faire le deuil du groupe radical que celui de l'utopie idéologique, surtout à l'adolescence. Le discours « jihadiste » touche majoritairement des jeunes car cette tranche d'âge recherche un idéal, un groupe de pairs et des sensations fortes. Tant que le radicalisé garde des liens avec le groupe radical, il ne retrouve pas son individualité – le groupe pense à sa place. Or l'enfermement peut aider à le sevrer de ce groupe.

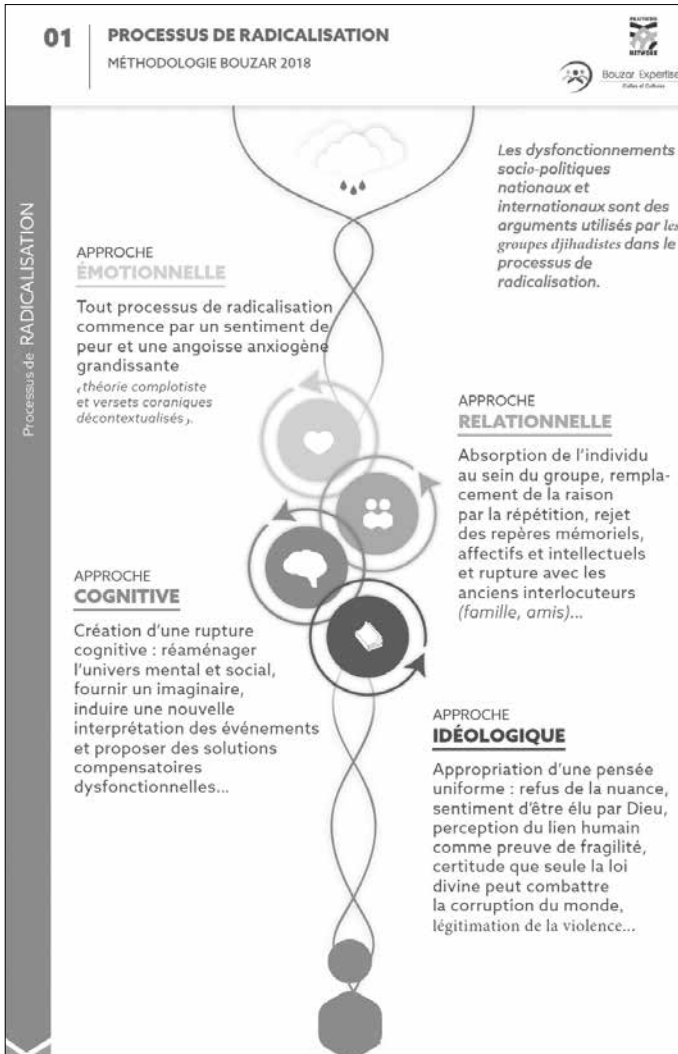
La nécessité d'individualiser le désengagement : il n'existe pas de solution toute faite. Au même titre que le processus « jihadiste » comprend des approches émotionnelle, relationnelle, cognitive et idéologique adaptées au profil du jeune, les équipes pluridisciplinaires doivent tenter de détricoter ce que le discours « jihadiste » a produit, en miroir inversé.

Les engagements alternatifs sont plus efficaces que les discours alternatifs. À l'heure où les pays débloquent des sommes importantes pour que des contre-discours touchent les radicalisés, nos recherches montrent que les actions de contre-radicalisation reposant sur le registre du savoir et de la raison sont contre-productives. En effet, les radicalisés sont d'autant plus

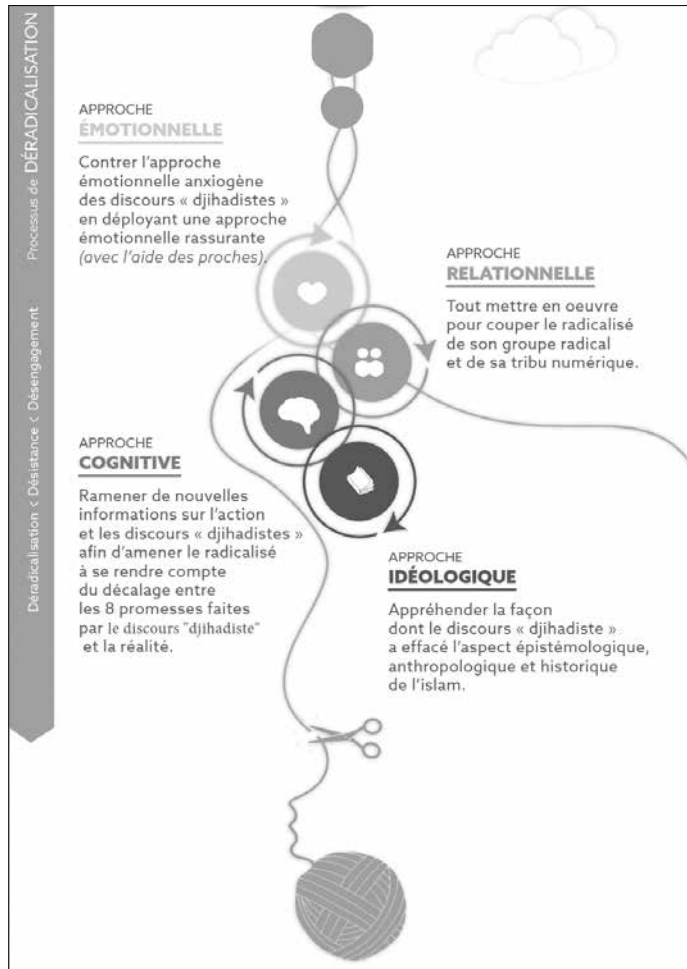
37. De l'auteur, Rapports pour la Commission européenne, *op. cit.*

persuadés de détenir la Vérité qu'ils sentent que l'Ennemi veut les faire changer d'avis... Cette étape ne peut s'amorcer que lorsque les radicalisés sont redevenus des individus qui pensent.

Schéma 2 remis à la Commission européenne :
« Processus de radicalisation et de déradicalisation »



INTRODUCTION : Déradicalisation, désengagement, désistance ?



ZOOM SUR LA DÉRADICALISATION

MÉTHODOLOGIE DE L'APPROCHE RELATIONNELLE

Imposer / Proposer

1. Un tutorat 24h/24 pour combler la perte de l'intensité de la permanence et en parallèle des communications avec le groupe radical.
2. Un groupe de substitution entre les « djihadistes » et la société pour combler la perte du sentiment de fusion au sein du groupe radical :
 - espace transitionnel sas,
 - recréer du collectif et du « compassionnel »,
 - amour, empathie, compréhension, respect, discipline, rigueur, contention.

🔗 OUTILS UTILISÉS :
Groupes de parole, camps de rupture, projets humanitaires, centres éducatifs fermés, centres de réinsertion EPIDE, etc.

MÉTHODOLOGIE DE L'APPROCHE IDÉOLOGIQUE

1. Travailler avec le radicalisé une approche critique de l'exégèse musulmane
2. Lui montrer qu'une religion est toujours le fruit d'une production humaine et historique.
3. Lui faire prendre conscience que la loi présentée par les « djihadistes » comme divine, est en réalité une production humaine éminemment politique.
4. Montrer les valeurs communes et la continuité entre les 3 religions monothéistes.
5. Montrer au radicalisé comment le discours « djihadiste » a manipulé des éléments liés à l'histoire arabo-musulmane et au contenu de l'islam.

🔗 OUTILS UTILISÉS :
Débats avec les interlocuteurs religieux engagés dans le dialogue inter-culturel, penseurs de l'islam, historiens & sociologues des religions, etc.

MÉTHODOLOGIE DE L'APPROCHE ÉMOTIONNELLE

« La Madelaine de Proust »
Demander aux proches de faire remonter des souvenirs liés à des événements symboliques de la vie antérieure du radicalisé pour qu'il se remémore des émotions et des sensations qui le ramènent à sa vie avant radicalisation.

1. Ressentir des sensations non liées au groupe radical
2. Redevient un individu singulier, réincarné dans son corps
3. Se différencie du groupe radical
4. Se rappelle des repères affectifs antérieurs et commence à se réaffilier

🔗 OUTILS UTILISÉS :
Photos, images, musiques, odeurs, goûts, etc.

MÉTHODOLOGIE DE L'APPROCHE COGNITIVE

Prise de conscience du radicalisé, par lui-même, du décalage entre :

1. La promesse faite par le discours « djihadiste »
2. Son motif d'engagement personnel
3. La déclinaison réelle de l'idéologie

Le radicalisé commence à rétro-analyser ses doutes.

À noter : l'adulte référent reconnaît les dysfonctionnements socio-politiques nationaux et internationaux mais donne des éléments pour que le radicalisé comprenne de lui-même que les projets « djihadistes » sont des solutions dysfonctionnelles.

🔗 OUTILS UTILISÉS :
Témoignages de repentis (selon promesses faites), reportages, témoignages des victimes du terrorisme, témoignages des réfugiés syriens, etc.

Le contexte de trauma national ne facilite pas la réflexion sur le désengagement « jihadiste »

Les programmes de DDR (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion) pour les mineurs³⁸ et le RAN (*Radicalisation*

38. On parle plus exactement de DDRRR pour les enfants-combattants étrangers de Daech (Démobilisés, Désarmés, Rapatriés, Réinstallés, Réinsérés) : Albert B. Kalonga

Awareness Network, réseau européen de sensibilisation à la radicalisation) expliquent que le premier obstacle mondial du parcours de réhabilitation est la stigmatisation des anciens extrémistes violents par les sociétés traumatisées, notamment par les attentats sur leur sol. Le RAN précise que cette dimension ne peut être occultée, afin de garantir la réhabilitation des mineurs. À l’instar de notre propre expérience³⁹, la Fondation Quilliam rappelle que l’on ne peut efficacement traiter le retour de ces enfants sans prendre également en compte le traumatisme national: « *La réhabilitation est souvent un aspect critique du processus au cours duquel il faut gérer aussi bien le traumatisme de l’enfant que celui de la communauté dans son ensemble (...) La majorité des programmes de réhabilitation et de réinsertion existants abordent trop peu l’interconnexion entre les traumatismes individuels et collectifs, ce qui conduit à des difficultés persistantes dans la réinsertion de ces jeunes gens au sein de leur communauté (...) En endommageant les liens sociaux entre les individus, le traumatisme collectif altère fondamentalement le tissu communautaire, dont les humains tirent le “sens” social* ». ⁴⁰ Dans le même sens, le RAN fait remarquer qu’« il est nécessaire de surmonter les réticences de certaines écoles à accueillir des enfants de zone de conflit »⁴¹. La stigmatisation de ces enfants peut amener certains décideurs politiques à enfermer ce public dans un huis clos entre jeunes radicalisés, qui ne fera que favoriser leur retour de méfiance envers la société et la mélancolie du sentiment de fusion du groupe, alors qu’il s’agit de les confronter individuellement à d’autres visions du monde pour qu’ils puissent remettre en cause l’embrigadement reçu au sein de Daech.

Luse-Lua-Mazomba, *Désarmement, démobilisation et réintégration, échec au Sud Kivu?*, L’Harmattan, 2016, p. 99.

39. Le traumatisme national amène le grand public à partir du postulat qu’aucun radicalisé n’est vraiment sorti de son idéologie et que, s’il semble en être sorti, c’est qu’il dissimule sa véritable pensée. Cette croyance basée sur l’affectif et non sur des études scientifiques constitue l’un des plus gros obstacles de réinsertion pour ceux qui sont chargés de la « déradicalisation ».

40. *Les Enfants de Daech*, Fondation Quilliam, *op. cit.*, p. 106.

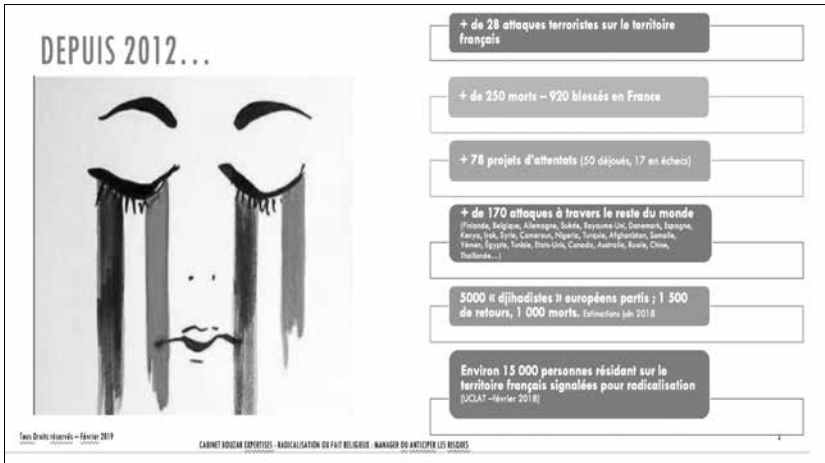
41. Manuel du RAN, *op. cit.*

Par conséquent, la réhabilitation doit être replacée dans un contexte social qui prenne en compte aussi bien le traumatisme de la communauté que le traumatisme individuel du mineur. Ne pas en tenir compte serait contre-productif, car le rejet dont seront l'objet les « victimes de l'endoctrinement terroriste » peut raviver leur défiance et leur anxiété. Lorsque des adolescents ou des jeunes adultes reconnaissent qu'ils se sont trompés d'engagement et voudraient s'investir dans la prévention pour éviter à leurs pairs d'adhérer à cet embrigadement, la société n'est pas prête à accepter leur repentance. Les enfants de Daech sont uniquement appréhendés comme une génération dormante qui saura prendre la relève idéologique tels des agents doubles, conditionnés et enfermés à vie dans cette idéologie mortifère. Relevant de la représentation caricaturale exprimée par la fameuse maxime « terroriste un jour, terroriste toujours »⁴², c'est un réflexe courant dans toutes les sociétés qui ont été attaquées et se sentent fragiles : la population a tendance à se réfugier dans une vision du monde binaire, qui définit strictement ses ennemis. Blanc ou noir, il n'y a pas de place pour le gris dans un climat d'insécurité. Évelyne Josse et Vincent Dubois remarquent que « les violences de masse ont un impact sur les mentalités au niveau individuel aussi bien que sociétal. Les valeurs essentielles de l'existence humaine que sont la paix, la bonté, le prix de la vie, la solidarité, la morale, la justice et l'accessibilité au sens des choses se modifient en raison d'un processus de violence acquise. Cette évolution dans les perceptions et les représentations mentales entraîne une permissivité accrue des comportements violents ainsi qu'une méfiance exacerbée vis-à-vis d'autrui »⁴³. Le repli identitaire se renforce pour se protéger à l'intérieur d'une communauté plus strictement définie. Les « revenants » des zones de conflits contrôlées par les groupes « jihadistes » renvoient ainsi à des moments de douleurs et de terreurs. La société se radicalise elle-même face à la radicalisation.

42. Titre de l'émission « Grain à Moudre » du 11 janvier 2017, *France Culture*.

43. *Interventions humanitaires en santé mentale dans les violences de masse*, De Boeck, 2009.

INTRODUCTION: Déradicalisation, désengagement, désistance ?



L'intervenant social ne sera pas perçu par la société de la même façon s'il a en charge un enfant maltraité ou un enfant revenant de Daech : il doit avoir conscience du traumatisme collectif et de la manière dont celui-ci influence ses propres représentations et celles de son entourage. Une telle série d'attentats terroristes à répétition pèse forcément sur notre société de manière multidimensionnelle, en portant atteinte aux valeurs et libertés individuelles. Dans le cadre de violences de masse, tous les repères sont ébranlés et chaque sphère a une influence dialectique sur la manière dont chacun parviendra à un travail de deuil, mais aussi sur la manière dont chacun réagira face à l'évènement potentiellement traumatique vécu (individuel et/ou collectif)⁴⁴. Les psychologues parlent de sentiment de « perte d'identité » et de « mort aléatoire ». Le premier est ainsi décrit : « *Quand un groupe d'humain est visé, l'impression de massification de la mort qui en résulte donne au sujet l'impression qu'il a perdu son "moi". Qu'est-ce qui le différencie, en effet, des autres victimes? Lui-même n'est pas visé pour ce qu'il a fait ou dit. Il risque sa vie pour une seule caractéristique (ici être français) ou simplement parce qu'il était là à cet endroit et à cet instant donné, dans les cas de catastrophes humaines ou naturelles. Le reste de ce qui constitue sa personne est nié (...). Une per-*

44. À partir des analyses d'Évelyne Josse et de Vincent Dubois, *op. cit.*

sonne qui se sent attaquée parce qu'elle appartient à une catégorie se croit amalgamée à un groupe et, du même coup, réduite à cette appartenance »⁴⁵. C'est ce sentiment de perte d'identité qui est visé par les groupes terroristes. Quant au sentiment de « mort aléatoire », il survient lorsque « quelqu'un qui a assisté à la mort d'autres victimes de la catastrophe, qui a survécu "de justesse" et, le plus souvent, par hasard, va conserver une culpabilité qui touche également son identité, mais qu'il va exprimer de façon inverse, sur le thème du "pourquoi, moi, ai-je survécu?". L'absence de raison est souvent encore pire que la question. La survie "par chance" peut potentiellement se transformer en culpabilité supplémentaire: "aucune de mes qualités intrinsèques ne m'a sauvé la vie, seul le hasard a joué en ma faveur". Le partage de ces affects avec d'autres peut limiter la culpabilité, majorée par la solitude du rescapé, et trouver un accompagnement au sein des groupes de victimes »⁴⁶. Face à la gravité et à la multiplication des attentats, avec la place toujours plus importante, des images dues notamment aux chaînes d'informations continues, chaque citoyen français s'est retrouvé dans cette situation.

Ces craintes peuvent renforcer les stéréotypes au sein de la population française, particulièrement sur la question religieuse, pour accentuer les préjugés sur certains groupes. La mécanique post-attentat ainsi décrite est entièrement anticipée, à la fois par les penseurs « jihadistes » et ceux d'extrême-droite. Elle renforce les amalgames, qui produisent à leur tour des discriminations vécues envers les musulmans et les personnes d'origine arabe. Or le discours « jihadiste » a besoin de la haine envers les musulmans pour justifier sa propre haine. Cette perception de discrimination et les discours islamophobes renforcent le pouvoir de Daech, dans la mesure où ils valident sa vision du complot contre l'islam. En face, le discours néo-nazi a besoin du ressentiment des musulmans envers les non-musulmans. C'est ainsi que les extrêmes s'autoalimentent et se renforcent. Le trauma natio-

45. Marie-Frédérique Bacqué, *Approvoiser la mort*, Odile Jacob, 2002.

46. *Ibid.*, pp. 126-127.

nal doit être exprimé, sous peine de laisser des équipes de professionnels s'épuiser face à un débat médiatique hostile, qui considère que l'on ne peut sortir de l'idéologie « jihadiste », et que ceux qui prétendraient le contraire ne seraient que des imposteurs. Le psychanalyste Alain Ruffion partage dans ces pages des outils qui permettent de protéger la jeunesse de ces discours de haine. Pour sa part, Serge Hefez, l'un des psychiatres les plus compétents et expérimentés dans ce domaine, mandaté par le tribunal de Bobigny pour la prise en charge des enfants de Daesh, expose le suivi des adolescents du CPDSI pour lequel il était missionné en tant que « superviseur d'équipe », afin d'en tirer des enseignements qui nous permettent de penser le sujet et non uniquement de réagir au niveau émotionnel. Sur la question des enfants une synthèse à part nous permet dans ces pages de mieux appréhender le phénomène et de réfléchir à la manière de les renationaliser et de les ré-affilier.

De qui parle-t-on exactement ?



La prévention

De nombreuses initiatives au sein du milieu associatif réfléchissent à une prévention primaire et secondaire de la radicalisation. On verra qu'une partie est initié par des parents impactés personnellement, comme c'est le cas de Saliha Ben

Ali et de Dominique Bons, qui témoignent dans ce dossier. De manière générale, les institutions ont mis en place divers programmes de prévention adaptés à la tranche d'âge des jeunes dont ils ont la charge.

La prise en charge des détenus sortants de prison

En ce qui concerne les sortants de prison, personne ne peut savoir quels seront leurs taux de réinsertion et de récidive. Une situation inédite puisque, comme le juge Trévidic l'explique longuement, ces « jihadistes » n'ont pas pu être évalués. L'explosion de leur nombre a perturbé la politique traditionnelle, qui consistait à mesurer leur degré de dangerosité d'un « jihadiste » par une enquête de police préalable à leur éventuelle arrestation. Mais depuis 2014, tous les « jihadistes » ont automatiquement été incarcérés avant même tout diagnostic. L'administration pénitentiaire, ensuite sommée de combler cette absence d'évaluation, a créé des Quartiers d'évaluation de la radicalisation (QER) pour mesurer leur niveau de dangerosité. On imagine la difficulté de ce travail avec des détenus qui savent pertinemment qu'ils sont placés dans ce quartier justement pour... être évalués ! Rappelons qu'un radicalisé ne peut pas être demandeur de changement, puisqu'il est persuadé d'avoir plus de discernement que son entourage et de posséder « la Solution » pour régénérer le monde. Or cette « perspective paranoïaque » conduit à la dissimulation (*taqiya*) et diminue les effets des contre-discours ou des discours alternatifs. Aux yeux du radicalisé, tout ce qui ne provient pas de son groupe fait partie d'un grand complot mis en place pour l'éloigner de « la Vérité ». C'est d'ailleurs pour cette raison que le Centre de Pontourny, dont le règlement exigeait que les « jihadistes » soient volontaires pour y être admis, ne pouvait pas fonctionner. À défaut d'un suivi « post-carcéral » obligatoire, si possible individualisé, nos pays vont découvrir, au gré des fins de peines, l'évolution et le niveau de dangerosité réel des sortants de prison...

La prise en charge des « revenants »

Depuis l'annonce du retrait américain de la région, les Kurdes martèlent qu'ils ne pourront pas garder tous

les « jihadistes » européens, particulièrement français. D'aucuns estiment qu'il faut les transférer dans les prisons irakiennes tandis que d'autres préfèrent les rapatrier en France. Les arguments en faveur de la seconde position sont divers : respect des droits de l'Homme, registre sécuritaire (dans les prisons françaises, ils risquent moins de s'évanouir dans la nature). La question qui nous intéresse plus particulièrement est d'interroger la manière d'être le plus juste possible, au regard de notre expérience qui indique la nécessité d'un examen individuel de chaque radicalisé. Il s'agit d'abord de vérifier pourquoi ces revenants sont demeurés si longtemps en zone de guerre... Ont-ils été incarcérés par Daech parce qu'ils refusaient de combattre ? Ont-ils au contraire été des adeptes du projet d'extermination mis en place par les dirigeants ? Sont-ils devenus eux-mêmes des petits chefs ou sont-ils restés exécutants ? Tous se revendiquent simples infirmiers ou cuisiniers... Comment faire le tri ? Saliha Ben Ali et Dominique Bons dénoncent le fait que certains recruteurs aient bénéficié d'une peine de prison minimisée et insistent sur la nécessité de procéder au « cas par cas ». Mais comment faire, soulève pour sa part l'expert en intelligence stratégique Pierre Conesa, lorsqu'on ne peut rien vérifier ? Qui mieux que les armées ayant combattu Daech peuvent évaluer les allégations des uns et des autres ? Il y aurait donc une nécessité vitale à ce qu'une collaboration étroite s'engage entre les Français et les autorités de la zone irako-syrienne, qui permettrait à la fois de faire respecter les droits de l'homme mais aussi de vérifier le récit de chaque « jihadiste ». Qu'il soit incarcéré en Irak ou en France, seule la complémentarité permettra d'approcher la vérité sans tomber dans une lecture binaire et simpliste. Il ne faut jamais oublier qu'un détenu finit toujours par sortir de prison, et qu'une condamnation juste facilite le contenu de sa prise en charge pendant l'incarcération afin de préparer sa sortie ; la posture inverse consisterait à nous décharger sur les générations suivantes pour gérer ces radicalisés.

FOCUS : Retours d'expériences

Suivi de 450 « jihadistes » pendant deux ans¹
par le CPDSI²

D'après les résultats de ce suivi, parler de sortie de radicalisation, de « déradicalisation », de désengagement ou de « désistance » signifie : partir de l'individu, de son expérience, de son motif d'engagement – dont la logique a été reconnue et déconstruite (recherche de protection, d'humanitaire, de justice, de toute-puissance, etc.) – et, par le questionnement, faire en sorte qu'il trouve lui-même les défauts de son premier engagement pour en reconstruire un nouveau, compatible avec le contrat social. Ce n'est donc pas la volonté de changement du jeune qu'il faut combattre mais bien la solution compensatoire dysfonctionnelle qui lui a été proposée par le discours radical.

Que sont devenus les jeunes après deux ans ?

- La totalité des 7,5 % de jeunes qui avaient déjà rejoint Daech avant notre saisie sont à porter à l'échec de l'expérience : il n'a pas été possible, même en repassant par leurs familles, de rétablir un quelconque lien avec eux ;
- 11,5 % de jeunes récupérés à la frontière avant leur départ (par leur famille, les forces de police ou notre équipe) sont

1. De l'auteur, rapports « Mécanismes de risque et facteurs de protection » et « Étapes du processus de radicalisation et de déradicalisation », projet *Practicities*, Commission européenne, 2019. Les statistiques ont été réalisées grâce à la collaboration de Hugues Pellerin, statisticien de l'équipe du Professeur David Cohen, qui dirige le service pédopsychiatrique de l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière de Paris. La méthodologie exacte se trouve dans l'article Nicolas Campelo et al., « Joining the Islamic State from France between 2014 and 2016 : an observational follow-up study », *Palgrave Communications*, 2018.

2. Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam, créé par l'auteur à la demande du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve dans le cadre de la circulaire ministérielle INTA 1512017J du 20 mai 2015. En désaccord avec le vote sur la loi de déchéance de nationalité, l'auteur a refusé le renouvellement automatiquement de cette mission ministérielle pour la deuxième année.

restés radicalisés: ils sont actuellement détenus, décédés, ou font partie des « revenants » en voie d'être rapatriés ;

– 24 % de jeunes récupérés à la frontière avant leur départ se sont désengagés: ils ont pris conscience, notamment grâce aux témoignages de repentis, du décalage entre l'idéal qu'ils recherchaient, le discours « jihadiste » qui leur promettait cet idéal, et la réalité de l'identité et de l'action de Daech (projet d'extermination et de purification); ils ont donc renoncé à la fois à la violence et à leur groupe, mais restent convaincus de leur idéologie. Cela signifie que, si un autre groupe leur faisait miroiter la même utopie (régénérer le monde corrompu avec la loi divine), ils pourraient à nouveau le rejoindre.

– 57 % de jeunes récupérés à la frontière avant leur départ sont complètement sortis de la radicalisation: ils ont fait le deuil non seulement de leur groupe violent mais aussi de l'idéologie. Ceux-là ont réussi à réaliser que ce que les recruteurs leur ont présenté comme « loi divine » est forcément le fruit d'une interprétation humaine mise au service d'intérêts politiques. Ils ne considèrent plus que la corruption du monde est liée à l'utilisation de la loi humaine et de la démocratie.

– 91 % des jeunes suivis sont restés musulmans; les 9 % restants sont retournés à leur conviction d'origine (7 % de religion juive ou chrétienne et 2 % de conviction athée).

Quels sont ceux qui sont sortis plus facilement du « jihadisme » ?

Les mineurs se sont déradicalisés plus facilement, probablement car, vivant chez leurs parents, ces derniers ont repéré leur radicalisation de manière assez rapide. Cela indique que, plus la détection est précoce, plus la prise en charge est facilitée et efficace.

Les filles font globalement partie des réussites, probablement parce que les promesses qui leur ont été faites par

le discours « jihadiste » (promesse de protection, d'humanité, d'un monde juste et égal, etc.) sont *de facto* très éloignées de la réalité du projet d'extermination de Daech. Ainsi, il est plus facile de leur faire prendre conscience du caractère mensonger de la propagande « jihadiste ». Néanmoins, cela ne signifie pas que les filles sont moins dangereuses que les garçons – le degré de dangerosité n'étant pas lié au motif d'engagement, mais à l'évolution du processus de radicalisation. « Être une femme ne protège pas de la déshumanisation ».³

Les jeunes les plus psychologiquement fragiles avant la radicalisation, qui avaient subi des traumatismes non traités (décès brutal, abus sexuel, agression physique, etc.), qui ont perdu brutalement l'un de leurs parents, qui avaient déjà été détectés comme dépressifs, qui avaient été suivis par un psychologue ou un psychiatre par le passé, sont paradoxalement mieux sortis du processus de radicalisation que les autres. Nous émettons l'hypothèse que notre équipe pluridisciplinaire a plus facilement pu combler et réparer les vulnérabilités psychologiques des radicalisés, manipulés par les recruteurs, plutôt que leurs vulnérabilités politico-sociales, dont la compensation demande un suivi de plus long terme et des moyens plus importants. Car il faut bien comprendre que, dans la mesure où les recruteurs ont mis en place une véritable individualisation de l'engagement « jihadiste », les équipes doivent pareillement répondre par une individualisation du désengagement. Nous avons donc d'abord isolé les besoins auxquels le discours « jihadiste » était venu répondre ; autrement dit, identifié la prédisposition du jeune. Lorsque celle-ci était de l'ordre de la vulnérabilité psychologique, des engagements alternatifs étaient plus aisés à proposer, de manière à montrer au radicalisé

3. Article de l'auteur in *La violence existe aussi au féminin*, Éric Verdier et Lolita Pheulpin (dir.), H&O Éditions, Collection Essais & documents, 2019.

que ces nouvelles voies étaient plus aptes à répondre à son besoin. Le facteur de désistance n'est donc pas lié au caractère de vulnérabilité du jeune mais à la capacité des équipes à la prendre en charge.

Quels sont ceux qui sont restés radicalisés ?

Les jeunes mariés avec, ou qui connaissent physiquement un « jihadiste » dans leur entourage (et non uniquement par Internet), caractérisent nos échecs. Le couple est un noyau radical au sein d'un groupe radical. Les relations à l'intérieur d'une famille ou d'un groupe d'amis constituent une sorte de pression qui amplifie l'ensemble du processus et du niveau de radicalisation.

Les jeunes qui avaient eux-mêmes embrigadé un autre jeune qu'ils connaissaient physiquement font également partie des échecs du processus. Aux yeux de l'embrigadeur, le succès de l'embrigadement des autres devient la preuve qu'il est guidé par Dieu pour transmettre cette « Vérité » ; il lui devient donc d'autant plus difficile de se questionner lui-même. C'est comme si le fait d'avoir fait autorité auprès d'une autre personne empêchait le principal concerné de douter de ses propres arguments.

Les jeunes sensibles à la promesse de toute-puissance. C'est assez logique : il est impossible de relancer leur système cognitif en leur montrant le décalage entre la promesse et la réalité du groupe « jihadiste », puisque ce décalage n'existe pas. La promesse de toute-puissance qui leur a été faite a été tenue : ils se sont approprié l'autorité de Dieu en leur nom propre pour donner la mort.

Être issu de culture arabo-musulmane, une caractéristique à double tranchant

Enfin, en ce qui concerne le désengagement, « être issu d'une famille arabo-musulmane » apparaît comme une caractéristique positive pour rompre avec la violence. Les radicalisés qui ont bénéficié de la transmission familiale de cette culture sont ainsi plus armés pour renoncer à la brutalité et aux fausses promesses de Daech. En revanche, cela ne s'étend pas forcément à la déradicalisation : les jeunes « jihadistes » issus de telles familles semblent avoir plus de difficulté à renoncer à l'utopie d'un monde régénéré grâce à la loi divine. Dans un contexte où l'islam mondial est dominé par les interprétations wahhabites, qui développent une approche anxigène généralisée en distillant la croyance selon laquelle le moindre élément culturel constituerait une trahison de l'unicité de Dieu (interdiction de la musique, du cinéma, de la photographie, du dessin, etc.), il n'est pas surprenant qu'autant de jeunes musulmans surinvestissent l'utopie d'un monde meilleur régi par une loi divine qui régulerait leurs angoisses. De nombreuses recherches montrent que la croyance diminue le stress éprouvé par l'individu lorsqu'il a le sentiment de perdre le contrôle de sa vie et de ne pas identifier la menace qui pèse sur lui. Curieux paradoxe, où l'islam constitue dans ce cas à la fois le virus et le remède...